



Campagne sur les agrocarburants : un autre modèle est possible

La campagne sur les agrocarburants lancée en septembre prochain par le CCFD intervient à un moment où jamais le soutien européen à ces filières n'a été autant contesté. Face aux menaces sur l'alimentation et le développement des populations du Sud, les ambitions européennes doivent être revues à la baisse, tandis que des critères sociaux et environnementaux forts doivent être exigés pour les importations. Mais des filières locales pourraient offrir une source alternative d'énergie locale aux communautés.

« Il ne peut pas être raisonnable de fabriquer du carburant pour les voitures à partir de plantes devant servir à l'alimentation humaine et animale », déclarait le 17 mai dernier le vice-président de la Commission européenne, Günter Verheugen. « Si la production de denrées alimentaires est entravée, ou si la forêt tropicale est abattue, ça ne fonctionne pas du tout. Nous devrions y regarder à deux fois avant de miser sur les biocarburants de manière inconditionnelle », poursuivait le commissaire allemand. Symptomatiques, ces réserves émanant de la part d'un haut responsable de la Commission européenne révèlent le flot de critiques à l'encontre de l'ambitieuse politique de l'Union européenne en faveur des agrocarburants. La directive sur les énergies renouvelables (DRE) du 23 janvier dernier pose en effet un objectif contraignant pour les Etats-membres d'incorporer 10% d'agrocarburants dans leur consommation totale de carburants pour les transports d'ici 2020. De fait, rarement une politique n'aura attiré tant de critiques convergentes en l'espace de quelques mois, des scientifiques renommés ou de hauts responsables politiques rejoignant la voix de la société civile.

Le CCFD, qui plaide en faveur du droit à l'alimentation et au développement des populations du Sud face au développement de ces filières à l'échelle mondiale, est particulièrement concerné par les politiques et objectifs menés par les autorités européennes et françaises. La campagne d'opinion publique qui sera menée à partir de septembre prochain avec Oxfam France – Agir ici et les Amis de la terre sera particulièrement nécessaire pour réorienter le développement des agrocarburants, au moment particulier de la Présidence française.

Au-delà du vif débat sur la pertinence des agrocarburants en termes de bilan énergétique¹ ou de lutte contre le changement climatique², la menace est directe sur l'alimentation des populations les plus vulnérables au Sud, à l'heure de l'envolée des prix mondiaux des denrées de base et des récentes émeutes de la faim. L'agriculture européenne produit aujourd'hui moins de 2% d'agrocarburants, et ne pourrait en fournir plus de 5% environ sans entamer son

¹ Le bilan énergétique est le rapport entre l'énergie globalement consommée pour produire une unité d'agrocarburant, et l'énergie que cet agrocarburant va dégager. Certaines filières d'agrocarburants sont accusées de consommer plus d'énergie qu'elles n'en produisent.

² La mise en culture de surfaces supplémentaires rejette du CO₂ tandis que la déforestation diminue le captage de CO₂. D'autre part, certains gaz rejetés lors de la combustion (comme le NO₂) seraient fortement nocifs pour la couche d'ozone.



patrimoine alimentaire. Passé ce seuil, il faudrait envisager une importation d'éthanol brésilien, de biodiesel africain ou indonésien.

La mise en place de ces marchés au Nord attise déjà l'émergence de cultures d'exportations au Sud. Trois facteurs sont directement nuisibles pour le droit à l'alimentation des populations des pays en développement. Tout d'abord, les agrocarburants encouragent la hausse des prix alimentaires, du fait que l'augmentation considérable de la demande destinée à la production d'agrocarburants ne peut être rattrapée par l'offre avant longtemps. En avril dernier, le FMI estimait ainsi que cette demande comptait pour 35% dans la hausse des prix des denrées de base (70% dans la hausse des prix du maïs, 40% de celle des graines de soja). Deuxièmement, la concurrence sur ces marchés d'exportation encourage le modèle agroindustriel, caractérisé par une concentration des terres et le recours aux monocultures intensives peu créatrices d'emplois. Les agricultures familiales et la production alimentaire sont particulièrement touchées dans le conflit sur l'accès à la terre et aux ressources naturelles, tandis que les modes de vie des communautés locales sont bousculées par ces nouvelles filières qui s'imposent. Enfin, l'impact environnemental et sanitaire d'une production à grande échelle des agrocarburants peut-être considérable, par le biais d'un recours accru aux engrais et aux produits chimiques provoquant une pollution des eaux, des sols, de l'air, et un épuisement des ressources naturelles. *« Les objectifs ambitieux en matière de production de biocarburants que se sont fixés les Etats-Unis et l'Union européenne sont irresponsables. La production de colza, l'huile de palme, qui détruit les forêts en Indonésie, l'utilisation d'un quart de la récolte de maïs aux Etats-Unis, c'est un scandale, qui sert uniquement les intérêts d'un petit lobby, avec l'argent du contribuable »,* dénonçait en mai dernier Olivier De Schutter, nouveau rapporteur spécial des Nations-Unies sur le droit à l'alimentation, appelant au *« gel de tout investissement dans ce secteur »*.

Pour autant, la Commission européenne se refuse toujours à remettre en cause cet objectif. Pour désamorcer les critiques, des critères environnementaux et sociaux sur la production et les importations sont proposés. Ces critères ne permettront néanmoins de répondre que partiellement au défi environnemental ; des points importants tels que la pollution des sols et l'utilisation de produits chimiques n'ayant pas été évoqués. De plus, ces critères sont incapables d'éviter « l'effet domino », c'est-à-dire le fait que les agrocarburants cultivés sur les zones traditionnelles déplacent les cultures alimentaires ou l'élevage vers des zones encore intactes. On peut déplorer également que la Commission n'ait fait aucune référence dans sa Directive aux aspects sociaux de la production des agrocarburants, arguant d'une incompatibilité avec les règles actuelles de l'OMC. Celle-ci prévoit pourtant certaines clauses d'exceptions, que le CCFD souhaiterait voir activer. Mais surtout, comment vérifier puisqu'il n'existe aujourd'hui aucun outil ni organisme capables de surveiller et de sanctionner ? Les produits importés proviendront-ils de forêts détruites, de paysages protégés ou de zones d'agricultures traditionnelles ? les producteurs seront-ils des petits producteurs organisés, des agrobusinessmen, ou des esclaves dans les plantations de canne ?.

Face à la problématique, l'Italie et la Grande-Bretagne demandent un réexamen de l'objectif 10% d'agrocarburants. L'Allemagne, un des pionniers européens avec la France, vient d'annoncer la suspension du développement massif du secteur³. Quant à la France, qui

³ La raison de son abandon est avant tout technique, puisque le mélange d'essence classique et d'éthanol abîmait les moteurs.



dispose d'objectifs supérieurs (10% dès 2015) à ceux posés dans la DRE , elle semble préférer insister sur le soutien à la production européenne, dans le souci de pérenniser les investissements qui ont déjà été engagés pour transformer le colza ou la betterave français.

Mais quelle pertinence reste-il à ces filières ? Selon Jeffrey Sachs, conseiller spécial du secrétaire général des Nations unies, les programmes actuels *« n'ont pas des sens aujourd'hui, dans des conditions de famine mondiale. Nous devons réduire de façon significative nos programmes de biocarburants, qui étaient compréhensibles à l'époque où les prix alimentaires étaient beaucoup plus bas et les stocks de nourriture plus importants »*.

Pourtant, les filières locales pourraient représenter une alternative énergétique intéressante dans beaucoup de pays en développement, comme en Afrique subsaharienne où en moyenne moins de 5% de la population a accès à l'électricité. Au Mali, au Cambodge, des projets ont ainsi vu le jour pour encourager les producteurs à associer dans leurs cultures certaines plantes à vocation énergétiques, telle le jatropha, transformées localement avec des procédés simples pour en extraire de l'huile végétale pure servant de carburants à des générateurs électriques ou de la petite mécanisation. Mais pour être bénéfique aux communautés locales, de tels projets nécessitent des moyens : une aide financière de départ, une assistance technique, un arbitrage dans les utilisations du foncier, et surtout une volonté de soutenir en priorités les agricultures familiales... tant d'éléments de politique agricole dont la plupart des pays du Sud manquent cruellement.

La réalité est le plus souvent tout autre. Ainsi, en mai dernier, le gouvernement ghanéen a présenté un méga-projet de 30.000 hectares de canne à sucre sur des terres vierges au centre du pays. Les fonds - 200 millions d'euros - proviennent de Suède, pays destinataire de la production d'éthanol, transformé dans l'usine construite par une entreprise brésilienne. Encouragés par les gouvernements, les projets d'investissement étrangers se multiplient ainsi dans la plupart des pays en Afrique, dont les ressources foncières attirent les entreprises souhaitant participer au partage des parts de marché annoncés par les pays occidentaux. Loin de bénéficier des produits finis qui partent à l'exportation, les populations n'y verront le plus souvent que le bénéfice de quelques salaires de misère.

Commerce mondial, modèles agricoles, choix énergétiques et de consommation... les agrocarburants posent des questions de fond, qui seront au cœur du nouveau cycle d'animation sur le « Sens du développement » lancé par le CCFD pour les quatre prochaines années. En Europe, la consommation énergétique des transports augmente chaque année de 1,5%, ce qui est une des justifications de la Commission européenne des agrocarburants. Les populations du Sud doivent-elles payer la facture ? *« Ne nous voilons pas la face, avertit Olivier De Schutter, il faut consommer moins d'énergie, utiliser moins d'automobiles, et ne pas se faire d'illusion sur la capacité des nouvelles technologies à nous permettre de poursuivre notre mode de vie occidental »*.

Ambroise Mazal,

Chargé de plaidoyer « souveraineté alimentaire » a.mazal@ccfd.asso.fr

26 mai 2008

